

Judaïsme à la dérive

לְמַעַן צִיּוֹן לֹא אֶחָשָׁה וּלְמַעַן יְרוּשָׁלַם לֹא אֶשְׁקוּט עַד יֵצֵא כְּנִגְהַ צְדָקָה וַיְשׁוּעַתָּה כָּל־פֶּיֶד יְבָעֵר

(ישעיהו פרק סב א)

Ces dernières semaines, les médias du monde entier ont rendu publique une série d'incidents entre des ultra-religieux (les *haredim*, « les craignant Dieu ») israéliens et le reste de la population à propos de la ségrégation des femmes. C'est l'occasion de tenter une analyse du problème au-delà de l'anecdote et de mettre en perspective un phénomène insoluble et dangereux pour l'avenir de la démocratie israélienne : la montée en force du fondamentalisme juif, véritable cassure juive interne qui pourrait bien un jour faire basculer la société israélienne dans son ensemble et qui empoisonne l'ensemble du judaïsme.

Femmes rejetées à l'arrière des bus sur certaines lignes publiques ; disparition de toute photo de femme, même quand l'information porte sur l'une d'elle (Hillary Clinton par exemple rayée d'une photo illustrant une réunion du Cabinet américain) non seulement de la presse orthodoxe, mais aussi des panneaux publicitaires et publications diverses de certaines villes (Jérusalem entre autres) ou certains secteurs ou agences ; destruction systématique de toute image féminine sur des affiches ou tout autre support ; exclusion des femmes employées de certains magasins et services pour ne pas froisser la clientèle orthodoxe masculine ; boycott de cérémonies en cas de chorales mixtes ; prise en compte de cette restriction par le protocole de divers événements y compris à la Knesset où une femme ne peut chanter « par respect pour la sensibilité d'une part du public » ; refus de consultation avec un médecin de l'autre sexe ; colloques strictement séparés pour peu que le sujet touche au public religieux (association médicale orthodoxe Pouah par exemple) ; radio orthodoxe dans laquelle aucune voix féminine même parlée ne se fait jamais entendre ; femmes appartenant à des groupuscules juifs extrémistes se couvrant de la tête aux pieds et se voilant en public ; enfin l'agression d'une enfant de 8 ans orthodoxe moderne qui s'est fait insulter et cracher dessus par des adultes et refuse terrorisée de retourner seule à l'école !... Cet exemple particulièrement médiatisé a soulevé le débat, mais il est loin d'être le seul cas d'agression. Plus que quelques cas isolés, on est bien face à un phénomène de société qui reflète une obsession pathologique de la féminité, symptôme d'un mal profond qui dépasse de loin des questions de bonnes mœurs.

Il ne sert à rien de faire des gorges chaudes à propos d'une frange extrémiste sans chercher à regarder les racines du problème. Cette ségrégation et les agressions qui l'accompagnent doivent être comprises dans une perspective plus large. Non pour dénoncer, mais pour saisir le problème sans faire d'amalgames, le comprendre et espérer qu'il soit un jour éradiqué, non seulement par la société ouverte, mais par les dirigeants orthodoxes eux-mêmes.

Ce phénomène est ancien et relativement courant à travers tout le pays. Quotidiennement des milliers de femmes en sont réduites d'une manière ou d'une autre, par la contrainte, la menace, la persuasion pour ne pas dire l'aliénation, à accepter des situations humiliantes et à se plier aux diktats d'un monde religieux dirigé exclusivement par des hommes, obéissant à un axiome : l'inégalité entre les sexes.

L'argument souvent entendu dans la bouche d'orthodoxes plus modérés, selon lequel ces agressions ne concernent qu'un petit groupe de voyous extrémistes « sans Tora ni rabbins » (je cite ici le

Ministre de l'Intérieur Eli Ishaï, lui-même haredi du parti Shass, pour se démarquer des agresseurs de Beit Shemesh) est tout simplement démagogique (il oublie un peu vite les incidents et insultes dont se sont rendus responsables des membres de son propre public, y compris des rabbins et élus, ainsi que certaines déclarations scandaleuses de son mentor le rabbin Ovadia Yossef sur divers sujets). Les agresseurs de petite fille ont des rabbins et sont convaincus, au contraire, d'appliquer la Tora mieux que les autres, d'être les courageux activistes d'un monde haredi trop passif à leurs yeux. De plus, ils ne sont pas si marginaux que cela et la longue liste d'exemples prouve bien que nous sommes là face à un véritable phénomène de société, aux multiples manifestations dont le crachat et l'insulte ne sont que l'ultime expression.

Le monde juif religieux comporte des tendances très diverses, il va des plus libéraux aux plus fondamentalistes et les uns comme les autres disposent d'arguments et de textes sur lesquels fonder leur position. Chercher à réduire la légitimité des uns ou des autres, relève de la mauvaise foi et consiste à vite se dédouaner du problème. C'est refuser de regarder la réalité en face et s'octroyer une sorte de monopole de la légitimité qui ne veut rien dire du point de vue de l'Histoire et de la sociologie. Dès lors qu'ils répondent à un besoin et s'ancrent dans une réalité textuelle et humaine, nos extrémistes sont tout aussi « légitimes » que nos modérés.

Comme tout système idéologique, a fortiori tout système religieux qui se veut idéal, le judaïsme comporte ses zones d'ombre, ses excès et sa violence et nous devons les assumer afin de pouvoir les neutraliser. Certes, le judaïsme est douceur, amour du prochain, dévouement, sagesse, intellectualisme et modération, mais pas uniquement cela et certains textes de notre tradition, tout comme quelques événements dramatiques de la longue Histoire juive montrent que nous avons toujours eu notre dose de fanatiques. Chaque tendance peut mettre en avant un genre ou un autre, on peut justifier l'ouverture ou le repli et la multiplicité des approches juives le montre bien. Il ne sert donc à rien de nier la légitimité de tel ou tel. Le problème avec le fanatisme, ce n'est pas tant son existence par nature récurrente, que son importance et sa force. Marginal, il fait pitié, en nombre et en position d'influence, il fait peur. Il est donc temps de s'inquiéter et même très sérieusement.

Deux problèmes majeurs se posent au judaïsme contemporain : le rapport entre la Halakha (la loi juive traditionnelle) et l'Etat d'une part, et la question de la place de la femme dans la Halakha d'autre part. Ne pas résoudre ces problèmes, c'est s'asseoir sur une bombe à retardement.

La religion et l'Etat en Israël :

Le premier problème représente la clef du reste : pour des raisons de conjoncture historique et par nécessité de ménager les sensibilités de l'Agouda (orthodoxes antisionistes) et du Mizrahi (orthodoxes sionistes) les deux principaux partis religieux à l'époque, les fondateurs de l'Etat d'Israël ont créé un système hybride, laïc et démocratique sur le modèle occidental et à la fois religieux en faisant une concession de taille à la théocratie : gérer le statut religieux des citoyens en créant un Grand-rabbinat officiel financé par l'impôt. Même dans le discours de bon nombre d'hommes politiques israéliens laïcs, les rapports avec la religion ne sont pas clairs. Nous voulons être un Etat « juif et démocratique » ; fort bien, mais n'y a-t-il pas contradiction dans les termes ? Que veulent dire ces qualificatifs de « juif » et « démocratique » ? Je ne pense pas, dans notre contexte, aux minorités non-juives qui souffrent de discriminations plus ou moins graves, je limite mon propos au

secteur juif de la population où il existe en Israël de fortes inégalités entre un groupe juif et un autre, au gré des coalitions et du poids politique des uns ou des autres.

La loi de l'Etat a donc fait du rabbinat orthodoxe le filtre obligatoire pour tout ce qui touche au cycle de la vie ou à la nourriture, y compris pour la majorité des Juifs de tendance plutôt athée ou libérale. Il n'y a pas officiellement de mariage libre à moins de contourner le système (ce que fait un pourcentage de plus en plus fort de citoyens juifs qui se marient hors du rabbinat en passant par des subterfuges administratifs plus ou moins légaux). Les femmes sont obligatoirement soumises au système du divorce traditionnel (une répudiation en fait) qui est non seulement incompatible avec le principe de l'égalité des sexes, mais surtout à la source de nombreux et dramatiques cas d'Agounot (femmes subissant un refus de divorce et bloquées dans une situation d'abandon sans solution). Jusqu'ici, le rabbinat orthodoxe, toujours soumis à la pression des fondamentalistes, a refusé toute proposition d'amélioration du système de divorce (il existe plusieurs possibilités sans briser le cadre de la Halakha) y compris les propositions du Grand-rabbin Goren (dans les années 1970). Les enterrements sont également réglementés par les rabbins orthodoxes et il est difficile de trouver des alternatives, même si certains cimetières pluralistes se sont ouverts ces dernières années.

Non seulement un puissant rabbinat est entretenu par l'Etat, mais les groupes fondamentalistes sont eux aussi financés par des deniers publics, que ce soit directement par des subventions à l'étude (tout étudiant de yeshiva ou de kollel touche une subvention de l'Etat pour vivre), par les allocations familiales et des revenus sociaux, ou indirectement par des nominations à des postes administratifs divers comme ceux, fort nombreux et pas toujours utiles, du rabbinat officiel et de divers organismes, ou par le biais d'exemptions d'impôts (comme celle concernant les impôts locaux des yeshivot), ou encore par le financement d'un immense réseau scolaire particulier. C'est ainsi que les postes rabbiniques salariés de l'Etat se sont multipliés : toute localité a deux rabbins minimum (un ashkénaze et un sépharade) quelle que soit la composition de la population, et dans les villes c'est le cas pour chaque quartier. Des organismes divers ont également leur rabbin, l'aéroport par exemple. Certains sont très grassement payés sans aucun contrôle de présence ou de résultat. Même si certains sont très utiles et font un formidable travail de terrain, l'utilité religieuse de la plupart de ces postes reste des plus douteuses. Il va sans dire que les partis religieux mènent des batailles d'influence sans fin afin de placer leurs hommes dans toutes ces niches, certains cumulant les salaires de plusieurs postes inutiles. Ces dernières années, les haredim ont pris peu à peu contrôle de cette formidable manne publique au détriment des orthodoxes sionistes et du large public qui paie tout cela. Le contrôleur de l'Etat, dans ses rapports, fait régulièrement retentir la sonnette d'alarme sur cette gabegie, en vain.

Pour des raisons économiques et de maîtrise du marché, même dans le domaine de la kashrout, le monde haredi a acquis une presque totale emprise sur l'ensemble de la société, ce qui représente encore une forme indirecte de subvention et un marché économique gigantesque. Une entreprise alimentaire qui ne se plierait pas au désidérata des circuits de surveillance les plus strictes n'a aucune chance de diffuser ses produits, même auprès du grand public peu ou pas religieux. En effet, les grandes chaînes de distribution, les hôtels, les cantines scolaires et d'entreprises, les supermarchés sont tous soumis au diktat ultra-orthodoxe, quels que soient le quartier et la population qui les fréquente. Cela représente des milliers de postes de surveillants de la kashrout dans tout le pays et là encore une manne gigantesque. Du fait de ce contrôle, il est très difficile de trouver des produits alternatifs, même kasher (il existe par ailleurs un tout petit circuit de distribution de produits

carrément interdits par la kashrout comme le cochon ou les fruits de mer, mais c'est très limité). Un petit producteur artisanal de fromage ne peut vendre ses produits dans les supermarchés s'il n'est pas « surveillé » et ne paye pas le prix du contrôle rabbinique. Etant donné qu'ils ne sont généralement pas strictement respectueux du shabbat dans leur vie privée, les petits producteurs de vin, même si l'entreprise ne fonctionne pas le shabbat, ne peuvent obtenir de certificat de kashrout et donc vendre leur vin en supermarché, y compris au cœur même de Tel-Aviv ! Dans les grandes coopératives vinicoles, seuls des stricts religieux sont employés aux postes de production. On pourrait ainsi multiplier les exemples absurdes montrant combien la société civile, majoritairement libérale, est soumise aux exigences orthodoxes, même sans s'en rendre compte. Autre exemple : la dîme des produits agricoles est jetée régulièrement aux égouts (la Halakha exige un retrait symbolique que les plus exigeants traduisent en quantités conséquentes), ce qui représente au cumul un formidable gâchis, du seul fait d'une interprétation rigoriste des textes sur ces questions et contrairement à l'interdit biblique de gaspiller la nourriture. Même si on le désire, il est quasiment impossible d'échapper à ce gâchis et de se procurer de la nourriture sans en passer par ce système. Bien évidemment, tout cela profite financièrement aux fondamentalistes qui contrôlent chaque maillon de la chaîne.

Le prix financier payé directement ou indirectement par la société au profit des ultra-religieux est devenu peu à peu gigantesque et ponctionne sérieusement l'économie du pays au détriment d'autres dépenses qui seraient autrement utiles. La plupart des haredim vivent aux crochets du reste de la société (seuls 30% des moins de 40 ans travaillent, pour la plupart dans les secteurs religieux décrits ci-dessus ; les laïcs travaillent à 80%).

L'inégalité face au service militaire est encore une autre atteinte aux principes de la démocratie, certainement la plus choquante. En sont exemptés officiellement 60.000 jeunes hommes par an pour raison d'étude (« leur Tora est leur profession »). Des milliers d'autres orthodoxes sont réformés car considérés inaptes au service du fait de leurs idées et mode de vie incompatibles avec un service militaire. Seuls 11% des hommes haredim servent contre 90% des laïcs. Le Nahal haredi, service militaire spécialement aménagé depuis quelques années pour cette population ne parvient qu'au maigre effectif de 2000 soldats (en général des jeunes haredim en échec dans leur système). L'ensemble des jeunes femmes haredi ne sert pas, pas même dans un service civil, alors que chez les laïcs les jeunes femmes servent dans toutes les armes et chez les orthodoxes sionistes beaucoup de femmes font un service civil. Les uns doivent donc donner leurs plus belles années et payer régulièrement le prix du sang pour la sécurité de tous, les autres ne connaissent ni ces sacrifices, ces angoisses, ces éventuels traumatismes et ces deuils. Comme si un sang était plus rouge qu'un autre, contrairement au principe talmudique qui enjoint de ne pas faire de différence entre les humains. Nous avons le plus grand respect pour la valeur spirituelle et culturelle de l'étude de la Tora, sous toutes ses formes, mais l'argumentaire démagogique des haredim, selon lequel leur étude des textes sacrés représente également une forme de sacrifice de soi et contribue grandement à la défense du pays (en apportant la bénédiction divine sur nos soldats) est une véritable farce et un pied de nez au bon sens le plus élémentaire. Certes cet argument repose sur plusieurs adages talmudiques (voir par exemple TB Makot 10a), mais cela ne suffit pas à justifier une telle politique et cela ne convainc ni les rationalistes, ni les très nombreux orthodoxes sionistes qui servent tout en étudiant. Les véritables raisons du non service des haredim sont d'une part leur antisionisme et d'autre part leur crainte de voir leur jeunesse mise en contact avec d'autres et subir une influence qu'ils considèrent

nécessairement mauvaise. Ils savent très bien que leur monde ne peut se maintenir que dans la fermeture sur soi.

L'Etat, soumis à la loi du marché et au jeu politique, a ainsi laissé se développer une société dans la société qui exploite au mieux toutes les failles à tous les niveaux possibles, tout en rejetant les principes démocratiques de base que l'Etat proclame haut et fort être les siens... On nage en plein paradoxe !

Le phénomène est complexe, on ne saurait mettre tout le monde dans le même sac et il existe au sein du monde orthodoxe des quantités de nuances pas toujours faciles à comprendre vu de l'extérieur. Il existe bien sûr des individus vivant en stricts orthodoxes qui sont dans le fond modérés et ouverts, certains ont même une sorte de double vie. Il ne faut donc pas stigmatiser tout un public et le réduire à son apparence vestimentaire, noir et blanc. Mais la part dans la société des groupes nourrissant un antagonisme plus ou moins fort à l'idée du sionisme, de la démocratie occidentale, de la liberté d'expression, de croyance et de mœurs, est de plus en plus forte.

Anecdote récente à Ashdod : une cérémonie scolaire de commémoration du vote de l'ONU du 29 novembre 1947 pour la création de l'Etat d'Israël a subi des jets de pierre de la part des élèves haredim de l'école voisine...

Plus on descend dans les tranches d'âge, plus la proportion fondamentaliste est importante dans la population du fait de la démographie réduite chez les laïcs et galopante chez les religieux. Le taux de natalité chez les haredim est de 7,5 (4 selon une autre estimation si on calcule sur une population plus large) et seulement de 1,8 chez les laïcs. La seule population haredi israélienne devrait passer le million d'ici une dizaine d'années (ils sont 800.000 actuellement, sans compter les orthodoxes sionistes). A Ashdod, cinquième ville du pays, la majorité des élèves est déjà haredi. Si la croissance continue sur le rythme actuel, les haredim représenteront la majorité des Juifs israéliens dans une quarantaine d'années.

Le plus grave et le plus dangereux dans la question des rapports entre religion et Etat reste la scolarité. En Israël, il existe un réseau scolaire général moderne équivalent au système français. L'Etat avait déjà fait une concession à l'orthodoxie en autorisant la création d'écoles religieuses publiques appliquant le régime général avec des cours de religion en plus (25% des élèves juifs y sont inscrits). C'est déjà parfois problématique car certaines de ces écoles sionistes religieuses sont de véritables serres idéologiques extrémistes (l'assassin de Rabin a grandi dans ce système, par exemple). Les haredim ont, eux, toujours refusé d'appliquer le programme scolaire et ont fini par réclamer la création d'un troisième réseau, indépendant, dans lequel chaque école ou sous-réseau d'écoles choisirait d'enseigner ce que bon lui semble pour se conformer à la ligne idéologique fondamentaliste du groupe desservi. Le réseau scolaire haredi comporte donc diverses variantes. Non seulement l'Etat a laissé faire cette « sécession scolaire », délaissant une de ses prérogatives qui est d'assurer une éducation minimale sérieuse à tous ses habitants, mais surtout il finance ce réseau scolaire, devenu particulièrement important ces dernières années.

C'est ainsi que le parti séfarade Shass se développa dans les années 1990 : il fit ce que font les islamistes dans les pays musulmans, il proposa à une population pauvre de combler les manques de l'Etat. Il mit en place un réseau scolaire de proximité haredi indépendant proposant une journée longue (en Israël l'école finit en début d'après-midi) et un repas chaud. Pour financer ce réseau, il

utilisa habilement le jeu politique et détourna en masse des subventions. Plusieurs anciens ministres affiliés au parti Shass ont été condamnés à la prison pour malversation ! Dans leur milieu, ils sont bien entendus considérés comme des héros injustement poursuivis par ces « persécuteurs » de juges et de journalistes (Arié Déry fut présenté comme un malheureux « bouc émissaire » dans une large campagne publique). Les enfants de familles traditionnalistes devinrent ainsi strictement pratiquants et ramenèrent leurs parents à la stricte religion... Aujourd'hui, ce réseau scolaire est gigantesque (voir les travaux du sociologue Yaakov Loupo qui a particulièrement travaillé le phénomène du Shass).

Même si toute la population haredi n'est pas forcément extrémiste, le système de pensée et l'éducation reçue favorisent l'extrémisme et vont à l'encontre des principes de la démocratie, de l'intérêt économique du pays et surtout de l'intérêt des enfants qui ne profiteront jamais d'une formation de qualité et se verront fermer les portes de l'Université. Non seulement ce système ne prépare pas au Bac (actuellement seuls 48% des jeunes israéliens y parviennent, pour 65% en France ; seulement 5% des haredim parviennent à des études académiques), mais il fait l'impasse sur une quantité de matières (seuls 40% de ces écoles indépendantes enseignent partiellement l'anglais et les mathématiques, les autres pas du tout), aucune n'enseigne la culture générale, la littérature, l'Histoire et autres matières fondamentales. L'éducation est avant tout idéologique, principalement orientée vers les textes sacrés, l'étude de la Halakha (la loi religieuse) et le souci premier est celui de l'embrigadement de l'enfant afin d'en faire un parfait religieux et de le maintenir dans le monde haredi. Bien sûr, tout n'est pas mauvais dans ce système scolaire qui comporte des nuances importantes et, la tradition juive restant d'une grande richesse, les enfants sont formés au raisonnement, mais elle ne saurait remplacer une formation scolaire sérieuse. De plus, la religion est toujours abordée à travers le prisme idéologique haredi, avec toute la dose de superstitions et d'idées toutes faites que cela suppose, y compris bien entendu les thèses créationnistes les plus primaires et un profond mépris pour toute forme moderne de judaïsme. Le doute et la réflexion empirique sont considérés comme diaboliques et la démocratie un système à piétiner au profit de l'obéissance aveugle aux rabbins, la fameuse « emounat hakhamim » la foi en les sages dont on aime à nous rebattre les oreilles dans les milieux haredi (concept inventé au 19e siècle, sorte de pendant juif de l'infailibilité pontificale dont les catholiques ne font d'ailleurs qu'un usage très modéré). Ces enfants n'acquerront pas les instruments et les valeurs citoyennes qui forment les membres d'une société démocratique respectueuse d'autrui et des principes du pluralisme. Le sexisme enrobé dans le gant de velours du respect traditionnel du judaïsme pour la « femme vertueuse » (chez nous la femme est reine... comme chacun sait) est bien entendu une part intégrale de cette éducation séparant strictement les sexes dès le plus jeune âge. Ne parlons même pas du racisme anti-arabe et du mépris profond pour les goyim qui sont monnaie courante dans ces milieux (à ce propos nous avons largement analysé l'appel rabbinique à ne pas louer de logements aux arabes israéliens dans un précédent article disponible sur Massorti.com¹). L'Etat laisse non seulement des enfants être élevés dans un système sectaire, ce qui serait impensable dans un pays occidental normal, mais en plus il le finance !

A moins d'une inversion radicale du phénomène, du fait du pourcentage énorme d'enfants dans ce cas aujourd'hui, l'Etat laisse ainsi se préparer une catastrophe économique à terme et la mort lente de la démocratie israélienne ! Le récent prix Nobel israélien de chimie Dan Shechtman y a fait

¹ Article disponible sur : <http://www.massorti.com/A-propos-de-l-appel-rabbinique-a>

allusion en affirmant que : « tout parent qui prive son enfant de la possibilité d'étudier est un criminel qui devrait être puni pour cela ». Mais le véritable coupable, c'est la part éclairée de la classe politique qui ne fait rien pour enrayer un phénomène de masse, faisant passer leurs intérêts politiques partisans avant l'intérêt national.

Dans une autre tranche de la population, le fondamentalisme a gagné certains rangs des orthodoxes sionistes (ex- parti Mizrahi), traditionnellement beaucoup plus ouverts, avec l'apparition, à partir des années 1980, du « h'ardalisme » et de groupes ultranationalistes religieux refusant toute légitimité à l'Etat démocratique et laïc et rêvant de transformer celui-ci en royauté théocratique. L'assassinat en 1995 d'Yitzhak Rabin à la suite d'une violente campagne de dénigrement et d'insultes (« traître », « assassin ») menée par l'ensemble du monde sioniste religieux, en fut l'épisode le plus dramatique. Les attaques récentes contre Tsahal par des groupes de jeunes Juifs extrémistes sont d'autres signes visibles d'un nouveau dérapage (un officier a été grièvement agressé à la tête à coup de pierres). Il existe des quantités d'autres faits révélateurs d'une cassure au sein du système démocratique. Une large part du public sioniste religieux de droite justifie aujourd'hui plus ou moins ouvertement l'assassinat de Rabin et, lorsqu'elle n'ose le faire ouvertement, elle refuse en tout cas d'assumer sa responsabilité morale dans la campagne de diffamation qui précéda l'assassinat et affirme au contraire que de toute façon cet assassinat « certes déplorable », fut utile pour arrêter le retrait des territoires.

Le drame est que nous n'avons pas appris grand-chose depuis le traumatisme national de cet assassinat et bien peu fait de progrès malgré les nombreuses tentatives d'instaurer un dialogue national de qualité. La société israélienne est plus que jamais divisée, traversée de tensions, et la violence religieuse, que ce soit pour assassiner, menacer, cracher, insulter, délégitimer, est considérée comme plus ou moins justifiable par des pans entiers de la société. Les tensions actuelles en sont une nouvelle illustration.

Depuis des années, l'Etat a laissé la situation se détériorer et a permis la croissance, un peu partout dans le pays, de véritables ghettos physiques et mentaux. Ces ghettos sont devenus de puissants groupes de pression, largement représentés à la Knesset, membres du gouvernement, contrôlant certaines administrations (Ministère de l'intérieur, des Affaires religieuses, Conseils régionaux, municipalités)... Quand on y réfléchit, l'idée même de parti religieux orthodoxe est une aberration démocratique, puisque cherchant à promouvoir un système non démocratique (20% des députés actuels !). Ces partis ne présentent aucune plateforme politique sérieuse et n'ont pas de véritable programme, mais servent seulement à défendre des intérêts sectoriels en attendant le « grand soir » messianique dont nul ne sait quelle sera la coloration exacte.

Le système politique et électoral israélien actuel (proportionnelle intégrale) favorise la corruption (présente à tous les échelons ces dernières années) et se retourne comme un boomerang contre la démocratie. Il n'y a aucune raison que cela cesse si on ne parvient pas à prendre le mal à la racine. Il faudrait bien entendu réformer le mode de scrutin, mais quelle Knesset voudrait se couper l'herbe sous le pied en votant une nouvelle loi ? On pourrait décider de couper toute subvention et tout passe-droit envers des groupes ouvertement hostiles à la démocratie et n'appliquant pas un programme scolaire minimum comportant des cours d'Histoire, de culture générale et de démocratie. On pourrait envoyer d'office à l'armée tous ceux aptes à servir. On pourrait limiter de façon drastique les subventions pour « étudiants de la Tora professionnels » (il faut savoir que ce

phénomène d'étudiants de la Tora professionnels est une innovation et n'a jamais existé dans l'Histoire juive en dehors de quelques rabbins et encore). On pourrait ouvrir le rabbinat officiel à tous les courants du judaïsme et laisser le public choisir vers quel rabbin se tourner au gré de sa sensibilité aussi bien pour les mariages que le reste. On devrait offrir une alternative laïque à ceux qui ne veulent pas de rabbin du tout... Bref, on pourrait appliquer des principes élémentaires dans tout Etat démocratique afin qu'Israël soit véritablement une société ouverte et pluraliste, pour le plus grand profit de tous ses habitants et du judaïsme lui-même qui serait alors bien forcé de répondre à tous les publics. Mais d'où viendront de telles mesures révolutionnaires alors qu'un pourcentage non négligeable de députés actuels appartient à des partis sectoriels n'ayant aucune attache avec ces idées démocratiques ? Tout gouvernement est prisonnier d'un jeu de coalitions qui ne peut que favoriser le secteur fondamentaliste dans le système politique actuel.

Le seul rempart véritable à la déliquescence est, hélas, la situation sécuritaire qui oblige la société juive à serrer les rangs. Mais il est profondément malsain de dépendre de ses ennemis pour créer un minimum de cohésion. Cette unité juive sous pression extérieure ne saurait empêcher que pour des centaines de milliers d'Israéliens, Juifs fondamentalistes, la démocratie, les droits de l'Homme, l'humanisme ne sont pas des valeurs à suivre et la seule référence valable est la Tora lue avec leur grille de lecture à eux. Cette vision demande que l'homme se plie totalement à un ordre guidé par Dieu et ne déroge en rien à des règles divinement inspirées. Que ces règles imposent l'amour du prochain, la punition du transgresseur ou l'application stricte d'un rite particulier importe peu, on ne saurait y déroger, pour le meilleur et pour le pire. Dans le vaste espace de l'interprétation, on choisira généralement la plus stricte, considérée comme plus authentique et plus légitime (selon l'adage rabbinique médiéval « le rigoriste sera béni »). Le modéré est a priori suspect de compromission, de falsification ou, pire encore : de réforme. C'est peut-être idiot car le rigoriste « manipule » et fait dire au texte ce qu'il souhaite pour satisfaire son goût subjectif du rigorisme, lui aussi « réforme » à sa manière le judaïsme et y introduit un fondamentalisme qui n'existait pas et n'est qu'une réaction extrême à la modernité, mais c'est ainsi et les fanatiques auront toujours la conviction d'être dans le vrai. Aucun argument rationnel ou appel à la modération ne saurait changer le fonctionnement psychologique du fanatique. Comme l'a dit de façon génialement caricaturale un haredi de Beit Shemesh à la télévision : « je trouve normal de cracher sur une petite fille si elle ne respecte pas strictement la Tora parce que moi, je suis un homme sain d'esprit ! [Contrairement à vous, les laïcs] ». Allez donc lui sortir une telle conviction de la tête...

Même dans la partie plus modérée du monde orthodoxe, on atteint assez rapidement les limites de l'ouverture. Par exemple, la plupart des rabbins orthodoxes refusent tout débat avec les courants juifs modernistes et appliquent un boycott systématique. Là encore, c'est trop facile de s'en sortir en disant que les cracheurs ne sont que des marginaux, alors que dans le fond, on fonctionne de la même manière, même si le crachat reste virtuel.

Le peuple juif et l'Histoire ont pris le judaïsme de court, il n'avait pas prévu le sionisme et la création d'un Etat moderne. L'institution rabbinique orthodoxe a été jusqu'ici, même après cent ans de sionisme et plusieurs tentatives de travaux et d'ouvrages sur la question (je pense notamment aux travaux remarquables de Menahem Elon), incapable d'y réfléchir sérieusement et de proposer un projet religieux compatible avec un Etat juif moderne. Un tel projet ne peut en effet que passer par une forme de « réforme » que les religieux les plus radicaux ne sauraient accepter ; à choisir, ils préféreront toujours sacrifier l'idée de l'Etat moderne, de la démocratie et des Droits de l'Homme,

plutôt que de toucher à un cheveu de leur conception religieuse. Intellectuellement et spirituellement, on est donc dans une impasse et l'incompatibilité entre la religion et l'Etat demeure. Sociologiquement et politiquement, cela n'avait aucune importance tant que les religieux extrémistes ne formaient qu'une petite minorité folklorique sans réel pouvoir ; mais dès que cette minorité augmente en force, ce qui est nettement le cas aujourd'hui, la question ne peut que devenir de plus en plus cruciale pour l'Etat si leur poids démographique tend à la majorité. Les frictions actuelles en sont la marque évidente. Les orthodoxes le disent d'ailleurs régulièrement de façon plus ou moins directe : « l'Etat finira par devenir une théocratie et les jours de la démocratie israélienne sont comptés ». Comme l'a dit à la presse l'agresseur haredi d'une jeune soldate qui avait refusé d'aller s'asseoir à l'arrière dans un bus de Jérusalem : « vous cherchez à nous délégitimer, à nous salir, mais nous vous ferons bientôt taire une fois pour toutes ! ». Pour le moment, ce genre de propos relève du délire apocalyptique, mais les années passant, il pourrait devenir de plus en plus réaliste, si rien n'est fait pour mettre un frein sérieux au phénomène et proposer une alternative.

L'idée d'espace public dans lequel il faudrait tolérer chacun et se conduire avec respect envers les autres est rappelée ces derniers jours par la classe politique israélienne, Premier ministre et Président en tête. Mais du point de vue religieux, qui a décrété que l'espace public neutre était une valeur juive conforme à la Tora ? Qui dit qu'il faut tolérer les incroyants, les laxistes et autres hérétiques ? La loi juive médiévale appelle au contraire à les persécuter ! Pour un orthodoxe, le judaïsme a ses lois et elles devraient théoriquement s'imposer à tous, dans tout espace qui soit, dans la rue, les bus, sur les plages et à l'armée... D'un strict point de vue orthodoxe, quel argument solide peut servir à défendre l'idée d'espace public au sens où la démocratie l'entend ? Les quelques « haredim modernes », c'est-à-dire ceux qui, comme le rabbin et député Hayim Amsalem (ex-Shass), prônent une certaine dose de modernisation en défendant notamment les principes de la démocratie et un retour au travail, donnent donc, du point de vue fondamentaliste, d'inquiétants signes d'ouverture et sont vite soupçonnés d'être des suppôts de l'Occident et de la haïssable Haskala (les Lumières juives). L'idée d'espace public, d'espace neutre partageable par tous, avait justement été exprimée par le rabbin et philosophe Moïse Mendelssohn au 18^e siècle : « sois juif chez toi et citoyen au dehors ». Pour nos extrémistes, l'idée comme son auteur sont repoussants.

Il est illusoire de croire que sur les questions touchant à la démocratie, l'on peut partager des valeurs communes avec les fanatiques et il est naïf de les réduire à un folklore religieux personnel. Face à certaines idéologies, le dialogue est impossible et n'aboutit à rien. Tout devient question de fermeté politique et le respect de la loi ne peut s'imposer que par la force. Soit l'Etat fait respecter sa loi et sa conception de l'espace public, soit il cède et abandonne des espaces plus ou moins importants à ceux qui défendent un autre modèle de société. Dénoncer, déplorer, appeler au respect comme l'ont fait Benjamin Netanyahou et Shimon Peres, ne sert malheureusement à rien. Quelle autorité le Premier ministre ou le Président de l'Etat ont-ils pour des gens qui se sont toujours prononcés contre le projet sioniste et se moquent pas mal des lois de cet Etat ou des valeurs universelles ? Il ne faut d'ailleurs pas s'y tromper, les rabbins à la tête de l'orthodoxie radicale ne sont pas vraiment intervenus ; tout au plus certains ont-ils appelé à la modération, à la diplomatie, mais ils n'iront pas plus loin et jamais ils ne remettront en cause quoi que ce soit dans leur propre système. Tandis que toute la société en parle, qu'Israël est devenu la risée du monde occidental, les rabbins orthodoxes israéliens se taisent, Grands rabbins en tête. Dans le fond, tout en déplorant la forme vulgaire et belliqueuse de ces agressions, ces rabbins partagent pour la plupart le même point de vue que ces « sicaires », en tout cas dans les plus grandes lignes. Quant aux autres, ils n'ont pas le courage de se

mettre en danger. C'est ici qu'il faut saluer les quelques rares voix fermes émanant de l'orthodoxie, dont celle du Grand-rabbin de France, mais elles sont peu nombreuses. On attendrait cependant d'eux d'aller au bout de la logique de la modération en osant examiner les racines du problème sans faux-semblants et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Pour sa part, le mouvement massorti israélien appelle depuis longtemps à la séparation de la religion et de l'Etat. C'était également le point de vue du philosophe orthodoxe israélien Yeshayahu Leibowitz et c'est celui de quelques autres intellectuels religieux, comme le juriste haredi Dov Halbertal et bien entendu le mouvement libéral. Mais ce point de vue reste très minoritaire dans les rangs religieux et, d'une certaine façon, constitue un pragmatique constat d'échec pour la loi juive, incapable de gérer l'Etat. La plupart des rabbins n'ont pas le courage intellectuel d'un tel constat et encore moins celui de prôner un important travail de révision juridique du judaïsme comme le proposait, dans les années 1960, le juriste orthodoxe Moshe Silberg ou encore, plus récemment, le juge Menahem Elon.

Théodore Herzl affirmait : « Nous éviterons toute tendance théocratique de la part de notre clergé. Nous tiendrons nos prêtres dans les limites de leurs temples, de la même manière que nous garderons notre armée professionnelle dans les limites de leurs casernes. » (L'Etat des Juifs) ou encore : « dans notre société les femmes ont les mêmes droits que les hommes » (Altneuland) mais ces paroles « d'un mangeur de lapins », dût-il être le père du sionisme, n'ont aucune valeur aux yeux d'un orthodoxe.

Un des drames du judaïsme orthodoxe modéré actuel, c'est sa course à la reconnaissance par les radicaux. La peur d'être considéré comme hérétique par les autorités rabbiniques fondamentalistes paralyse la plupart des rabbins orthodoxes ouverts, c'est vrai en Israël, comme en France. Dans le système israélien actuel, le rabbinat d'Etat se retrouve pieds et poings liés avec le fondamentalisme et le rabbinat n'ose jamais innover en quoi que ce soit de peur d'être critiqué sur sa droite. La plupart des rabbins orthodoxes modérés qui voudraient voir sérieusement bouger les choses se taisent car ils jouent leur poste rabbinique et donc leur salaire ou leurs subventions. L'orthodoxie moderne est tenue bride courte et ne dispose d'aucun levier politique sérieux. L'un des seuls rabbins en vue à avoir réussi une véritable avancée est David Hartmann, grâce en partie à son indépendance financière, mais il paya également son prix en étant rayé des listes des rabbins marieurs patentés par le rabbinat. Les déboires des rabbins de Tsohar sont éloquents même si leur mouvement est prometteur (il s'agit d'un groupe de rabbins orthodoxes modérés formé à la suite de l'assassinat de Rabin afin de promouvoir le contact entre laïcs et religieux. Ce groupe subit régulièrement les critiques et les pressions du rabbinat qui voit en lui une sorte de cheval de Troie du libéralisme). Régulièrement, les rabbins de Tsohar menacent de créer un rabbinat orthodoxe bis, mais cela reste, dans le système actuel, une menace irréaliste et ce serait franchir une ligne rouge qui mettrait Tsohar dans la position marginale du mouvement massorti israélien ; cela n'aurait d'efficacité que si c'était un mouvement de masse, obligeant alors l'Etat à revoir tout le système, on en est encore loin... Quant au mouvement massorti israélien, il existe à peine et se débat dans des problèmes financiers énormes, ne recevant pas la manne du Ministère des religions monopolisée par l'orthodoxie, et finançant donc seul son petit réseau de communautés (une cinquantaine en Israël contre des centaines de part le monde) et ses rabbins. Le mouvement réformé n'existe lui que très peu sur le terrain israélien. La différence systématique de traitement entre les divers mouvements du judaïsme par l'Etat est un des scandales qui bafouent la démocratie israélienne avec ce résultat paradoxal :

Israël est le seul pays au monde où la liberté religieuse juive n'est pas strictement appliquée ! La majorité laïque et traditionaliste ouverte a tout simplement laissé les clefs du système religieux et des finances publiques qui vont avec, entre les mains des plus radicaux, autrement mieux organisés que les autres et prêts à se battre par tous les moyens pour défendre leurs intérêts qu'ils confondent bien entendu avec la volonté divine elle-même.

C'est pourquoi les problèmes actuels, faisant soudain la une, ne sont qu'une petite partie visible d'un immense « iceberg ». Sans une réforme de fond de tout le système et l'application stricte des principes démocratiques d'un Etat de droit occidental, le jeu de dominos idéologique au profit du fondamentalisme continuera et au bout du compte, l'Etat démocratique en sera la victime.

Les femmes et l'orthodoxie :

Pour ce qui est de la question plus particulière du traitement et du statut de la femme dans l'orthodoxie, là encore il faut mettre les problèmes en perspective et en chercher la racine.

On menace les femmes qui ne se soumettent pas aux restrictions « religieuses », on les relègue au fond des bus, on leur demande de changer de trottoir... on les couvre même parfois de la tête aux pieds ! C'est peut-être la marque d'un extrémisme sans précédent (encore que, certains textes traditionnels laissent penser le contraire et ce genre de phénomènes semble avoir existé par le passé dans certains cercles), mais une partie du judaïsme a toujours fonctionné sur l'idée de rigueur et des rabbins ont toujours posé des barrières contre la transgression selon l'adage de la Mishna Avot : « assou sayag laTora : faites une barrière protectrice à la Tora » (adage qui peut se comprendre tout autrement, mais peu importe, c'est l'interprétation orthodoxe qui compte ici). Rien de bien nouveau sous le soleil et rien d'illégitime après tout, pour peu que certains rabbins ressentent le besoin religieux, social et politique de telles barrières.

Certes nous nous trouvons face à un phénomène de zèle pathologique, l'expression d'une obsession inquiétante et révélatrice d'un profond malaise face à la féminité dans une société piétiste et patriarcale à l'excès ; mais ce zèle s'ancre dans un terreau textuel bien réel et une certaine légitimité historique.

Il faut avouer la vérité : la racine du problème vient avant tout de la condition féminine dans le judaïsme talmudique. Oser dire cela, c'est toucher à un tabou inaudible pour la masse des orthodoxes, pour qui l'idée même de regard critique sur la tradition juive est insupportable.

Nous n'allons pas dresser ici la liste des textes problématiques sur cette question, mais il faut oser reconnaître qu'une bonne part de la littérature rabbinique, qui reste une littérature exclusivement masculine, est d'un sexisme d'un autre âge. Les rabbins du Talmud étaient des génies, mais engoncés dans une mentalité et une époque profondément misogynes. Le drame de l'orthodoxie est de vouloir sacraliser et sanctuariser ces principes devenus indiscutables à ses yeux. Le résultat se traduit sur le terrain et les incidents récents ne sont que le paroxysme d'une politique générale qui cherche à réduire au maximum la visibilité féminine et la place des femmes dans la société religieuse.

Quelle différence fondamentale existe-t-il entre mettre d'office une femme au balcon ou derrière un rideau dans une synagogue et lui demander de s'asseoir à l'arrière d'un bus ? Aucune. La synagogue

est un lieu de prière, un lieu de sainteté ? Soit, mais le principe est posé. Le judaïsme ne fait pas forcément de différence entre les lieux de ce point de vue, si on interdit la promiscuité en général, il n'y a pas de raison de ne pas souhaiter l'appliquer également aux transports en commun ou au trottoir qui passe devant une synagogue. Si l'on décrète incontournable la séparation (ségrégation, en fait car jamais égalitaire et toujours soucieuse du bien être masculin, jamais féminin) à la synagogue, dans l'étude juive, entre enfants à l'école, pour les danses aux mariages, les tables de banquet et des quantités d'autres circonstances de la vie quotidienne, alors pourquoi ne pas s'asseoir séparément dans le bus ? Il en va de même avec le chant féminin, pourquoi l'interdire à la synagogue et pas à l'armée ? Pourquoi interdire le chant féminin et tolérer les cheveux découverts ? Que la logique continue et que l'on interdise toute apparition publique d'une chevelure féminine ! Il devient logique également que l'on élimine toute photo de femme. L'élimination quasi-totale de toute tentation masculine pour le féminin étant considérée comme un gage de sainteté, pourquoi se limiter aux lieux privés ? La demande fondamentaliste devient alors logique : elle cherche à déployer la sainteté partout, quoi de plus juif ?

Le problème n'est donc pas le bus, ni la chorale militaire, ni la gamine orthodoxe moderne insultée, c'est la conception même de la sainteté basée sur une stricte séparation entre les sexes et le repli de la gent féminine dans les coulisses de l'intériorité. Comme le dit l'adage traditionnel : « l'honneur de la fille du roi est dans le repli intérieur » (Psaume 45.14), c'est-à-dire que pour l'interprétation classique, une femme doit être la plus discrète possible et ne pas s'occuper de choses publiques (ce n'est pas le sens du verset, mais l'interprétation qu'on retient). C'est vrai pour la synagogue, c'est vrai pour le bus, c'est vrai pour tout endroit où les Juifs ultra-orthodoxes ont la possibilité de faire appliquer leur vision du monde. Cette vision, loin de respecter la femme, la réduit systématiquement à être un objet de désir masculin, la femme est chosifiée, constamment sexuée ; elle n'est plus une personne en soi, mais le sujet du regard masculin obsessionnel qui la réduit à cette seule dimension d'objet du fantasme. Le résultat est tragique pour les femmes, il est aussi tragique pour le judaïsme dont l'éthique se trouve du coup limitée ; le visage de l'autre devenant forcément masculin, le visage féminin est, lui, réduit à l'invisibilité. C'est donc au nom même du judaïsme, « pour le bien du Ciel », qu'il faut dénoncer tout cela et pas seulement par conviction occidentale.

La racine du problème est bien dans la conception même de la femme dans le judaïsme traditionnel qui ne correspond ni aux critères de l'éthique prophétique, ni à ceux d'une démocratie occidentale et fait de l'inégalité entre les sexes un axiome. Dire chaque matin la bénédiction traditionnelle : « béni sois-Tu qui ne m'as pas fait femme » n'est pas chose innocente... Ce n'est pas pour rien que les courants modernistes l'ont supprimée. Il en va de même avec une quantité d'expressions de cette ségrégation que l'habitude nous fait regarder comme normales, bien qu'il y ait là l'expression d'un sexisme évident : ne pas reconnaître le droit à l'étude du Talmud pour les femmes (Mishna Sota 3.4 et interdit décrété par Maimonide entre autres), leur proposer donc des programmes d'études juives différents et surtout beaucoup plus pauvres, leur refuser un rôle politique et public (aucun parti religieux ne présente de candidate, aucune femme religieuse ne siège à la Knesset), leur dénier toute capacité au témoignage et à tenir des postes de responsabilité et enfin, s'opposer au droit de vote des femmes (qui avait été à l'origine refusé en bloc par les religieux, dont le Mizrahi ! Seul le rabbin Ouziel l'avait approuvé, contrairement au rabbin Kook et il avait fini par être imposé par le reste du mouvement sioniste). Le problème est donc dans nos habitudes, dans certaines sources traditionnelles, mais surtout dans la lecture radicale de ces sources, lecture sans concession, sans réinterprétation, dans un fidéisme craintif nourri d'une apologétique sans faille. Or, cette radicalité

religieuse a partout le vent en poupe actuellement, dans toutes les religions... Pourquoi Israël échapperait-il à un phénomène mondial ?

La complicité générale :

Les premiers complices de cette radicalité sont les modérés, religieux ou pas, qui concèdent du terrain en piétinant régulièrement les principes humanistes et démocratiques qu'ils affirment défendre, pour satisfaire aux exigences des radicaux. Pourquoi faire des gorges chaudes aujourd'hui comme le fait le Premier ministre Netanyahu, tandis qu'il y a quelques années son groupe parlementaire, pour satisfaire de sombres alliances politiques avec les partis orthodoxes, votait en première lecture une loi proposée par les orthodoxes condamnant à 7 ans de prison (sic) une femme qui porterait un Talit en public (ce que la stricte Halakha n'interdit nullement) ? Pourquoi s'alarmer tout d'un coup tandis qu'on a tracé depuis des années un véritable boulevard aux fondamentalistes, trop souvent regardés comme une romantique survivance du passé, bien qu'ils représentent un véritable danger pour l'avenir ? Les précédents sont bien trop nombreux pour être tous cités, mais la situation actuelle n'existe que parce que la part éclairée de la société juive n'a cessé de faire des concessions.

Exemple : dans l'accord de coalition entre le Likoud et les orthodoxes, il a été décidé de créer des milliers d'appartements pour haredim dans diverses villes (Beit Shemesh parmi d'autres). Du propre aveu de l'actuel ministre de l'Intérieur, les haredim ont compris que leur intérêt n'était plus d'avoir des villes séparées (comme Bné-Brak, Betar Ilit ou Emmanuel), car elles sont condamnées à une terrible pauvreté du fait que personne n'y paie d'impôts locaux. C'est pourquoi ils demandent à présent des quartiers séparés dans des municipalités mélangées, de sorte que le joug financier municipal soit assuré par la partie économiquement active de la ville, c'est-à-dire les traditionalistes et les laïcs... Ce n'est pas pour rien que les haredim n'ont pas participé au gigantesque mouvement des indignés israéliens de l'été 2011, eux n'ont pas de problèmes de logements et n'ont aucun intérêt à un rééquilibrage du marché immobilier en Israël. Le drame des indignés, c'est de ne pas avoir de partis politiques négociant leur soutien au gouvernement contre des centaines d'unités de logements à bas prix.

Ceux qui au sein des Juifs religieux osent mener ouvertement le combat contre le fondamentalisme doivent être salués, mais ils sont rares et paient souvent le prix fort. Il y eut les courageuses femmes du Kotel, bombardées de crachats, de bouteilles et régulièrement insultées. Il y eut la bataille de Léa Chakdiel pour défendre son droit à se présenter à un Conseil religieux (instance publique distribuant des quantités de postes et subventions dans le domaine religieux), comme le fit Jeanine Elkoubi en France (qui se présenta au conseil consistorial de Strasbourg). Il y a le combat incessant mais dérisoire des groupes de défense des femmes Agounot face à un rabbinat inflexible et incapable de mettre en place de vraies solutions qui existent pourtant. Il y a la lutte des courants modernistes du judaïsme régulièrement traînés dans la boue par les orthodoxes pour leur féminisme et leur souplesse, réduits en Israël au silence institutionnel, à une quasi-clandestinité par un Etat et une classe politique complices du fondamentalisme le plus primaire au détriment du pluralisme juif et donc des valeurs même de la démocratie en ce qui concerne les affaires religieuses. C'est d'autant plus malheureux que les courants modernistes ont depuis bien longtemps entamé une réflexion de fond sur tous ces problèmes. Mais face à ces combats pour un judaïsme d'ouverture, il y a la

démission d'une bonne part de la société civile qui préfère se réfugier dans son mode de vie sécularisé et laisser les débats religieux aux seuls religieux, lesquels débats ne manqueront pourtant pas de leur revenir à la figure, comme on le voit actuellement. Je pense notamment à cette regrettable mais emblématique phrase d'Ouri Avneri : « la synagogue où je ne vais pas est orthodoxe ! ». Tout est dit dans un tel manque de responsabilité historique de la part d'un intellectuel israélien défenseur de la démocratie.

4000 personnes sont venues manifester à Beit Shemesh pour défendre la laïcité, la belle affaire ! La ville a 80.000 habitants, la mobilisation est donc mineure, pour ne pas dire minable... En comparaison, le camp d'en face avait rassemblé, il y a peu, pas moins de 100.000 manifestants à Jérusalem, rien que des hommes en noir venus défendre l'école hassidique condamnée par la Cour suprême pour sa politique discriminatoire envers les élèves d'origine juive orientale... En 1999, ils étaient près de 500.000 à attaquer cette institution garante de la Démocratie. La balance des forces est claire et le camp « libéral » ne pèse pas bien lourd dans sa capacité de mobilisation et semble ne pas prendre suffisamment conscience de l'ampleur du phénomène.

Il faut noter aussi l'hypocrisie de la société « éclairée » qui ne fait pas assez dans son propre camp pour une véritable avancée de la place des femmes dans la société. Dans l'Israël laïc, les femmes gagnent 30% de moins que les hommes, elles n'ont que rarement des postes importants, rares sont les femmes députées ou élues à un poste de responsabilité. La société reste profondément machiste et les violences contre les femmes sont légions. Révélateur : au lendemain du scandale sur le boycott des chorales mixtes au sein de Tsahal, une caméra de télévision a filmé les stupides plaisanteries sur le chant féminin entre le Chef d'Etat Major et le ministre de la Défense, qui apparemment n'avaient pas vraiment saisi la gravité symbolique du problème (ils se sont rattrapés après-coup).

Ces histoires de ségrégation tous azimuts contre les femmes devraient soulever un vrai débat de fond, en Israël comme en diaspora, sur le rapport du judaïsme orthodoxe à la démocratie et sur la place de la femme, mais je crains fort qu'il n'en sera rien et qu'une fois de plus, on se contentera de quelques vagues déclarations d'intention.

En Israël, on préfère laisser trainer les problèmes en espérant que le temps finira par arranger les choses... Mais bien souvent les situations qui sont malsaines au départ ne font qu'empirer avec le temps. Or il faut oser le dire clairement, non seulement le rapport du judaïsme traditionnel aux femmes est problématique en soi, mais le rapport de la religion à l'Etat l'est encore plus, et sur des points autrement graves.

Une crise orthodoxe interne ?

On en arrive à ce terrible paradoxe pour le religieux que je suis : le pire malheur pour le judaïsme israélien serait que des masses de Juifs reviennent à la religion ! Si celle-ci devait se retrouver dans une position majoritaire, nous assisterions sans doute à une crise interne sans précédent dans l'Histoire juive. Essayons d'imaginer un Israël dirigé par les rabbins et se conformant dans tous les domaines à la loi juive dans son expression la plus stricte... Au regard des réalités orthodoxes actuelles dans les différents quartiers, villes et institutions déjà sous leur contrôle, ce serait une belle catastrophe pour Israël et pour le judaïsme lui-même.

Le seul espoir, c'est que le monde haredi change. Soit il se transforme de l'intérieur et se modernise de lui-même à la suite de débats internes, mais c'est très hypothétique (ce serait un désaveu majeur de la ligne fondatrice de l'orthodoxie instaurée par le « Hatam Sofer » au tout début du 19^e siècle) ; soit il finit par se décomposer de l'intérieur, mais ce n'est pas pour demain. On voit mal comment pourrait évoluer de l'intérieur un monde basé sur une vision irrationnelle de la réalité, sur l'idée que rien ne doit changer ou presque, que les textes anciens ont forcément raison envers et contre tout et que les rabbins les plus radicaux représentent la seule autorité à suivre. Certes, on voit ici ou là quelques signes encourageants, mais cela reste très superficiel et fragile. Le scénario de crise interne me semble plus vraisemblable. Cela peut advenir par la mise en lumière du manque de pertinence et de perspectives aussi bien intellectuelles qu'économiques ; frustrés, ses adhérents finiraient alors par le fuir en masse en cherchant un judaïsme plus ouvert. Cela s'est déjà passé dans le courant du 19^e siècle, le monde juif traditionnel s'est alors écroulé très rapidement et fut incapable de faire face aux bouleversements culturels et sociaux. Il ne s'est reconstruit qu'après le traumatisme de la Shoa, de façon très idéologique et en rupture volontaire avec un monde moderne en crise (c'est ce côté faussement subversif qui semble avoir séduit quelques intellectuels comme Benny Lévy). Mais dans le fond, ce monde haredi n'est pas si solide qu'il voudrait bien le faire croire. Il est traversé de tensions, des quantités d'individus y sont reclus, frustrés, sans possibilité sociale et économique d'en sortir. On s'y ennue souvent et nombreux sont ceux qui rêvent d'autre chose... Tout individu n'est pas fait pour plancher sur la Guemara à longueur de journée ou s'enfermer dans un mode de vie piétiste. Les rabbins ne ménagent pas leurs efforts pour « renforcer » idéologiquement leurs troupes. Quitter ce monde demande beaucoup de courage, car le prix payé est lourd. Votre famille, vos amis vous tournent le dos. Vous perdez votre réseau social, parfois vos enfants si votre conjoint ne vous suit pas « dehors ». Tout est à reconstruire dans un monde différent qui ne vous fera aucun cadeau et dont vous ne connaissez pas les règles. Le jour où le système haredi ne sera plus capable d'apporter des quantités d'avantages économiques et sociaux comme il le fait aujourd'hui, de maintenir une fermeture menaçante envers ses réfractaires plus ou moins assumés, ce monde pourrait bien se fissurer sérieusement. Le jour où ses élites se pencheront sur ses nombreuses incohérences intellectuelles et oseront passer au crible de la critique tous les présupposés idéologiques irrationnels qui permettent à leur monde de se maintenir, celui-ci pourrait vite s'écrouler comme un château de cartes. Mais dans l'état actuel des choses, rien ne pousse en ce sens.

Quant au judaïsme « éclairé », il a un énorme travail sur la planche pour proposer une alternative sérieuse, cohérente et séduisante pour le futur du judaïsme israélien et pour résoudre la question des rapports entre le politique et le religieux, ainsi que celle de la place de la femme. Une partie de la tâche a déjà été effectuée, mais reste évidemment boycottée par les fondamentalistes.

Sicaires et demi-sicaires ...

Le monde orthodoxe regorge de nuances et comporte aussi ses modérés et ses humanistes qui souffrent d'ailleurs en premier de la radicalisation ambiante. Nombreux sont ceux qui ne demandent rien à personne et ne souhaitent que vivre tranquillement une vie d'étude et de piété sans rien imposer aux autres, néanmoins même ceux-là sont partie prenante d'un phénomène plus global et qui dès lors qu'il devient politique les implique forcément d'une manière ou d'une autre.

Les agresseurs appartiennent en général au courant le plus dur. Dans l'affaire de Beit-Shemesh, il s'agit notamment de hassidim de Toldot Aaron, un des groupes qui forment les Netourey Karta, ces activistes antisionistes. Ce sont les descendants des groupes juifs pieux qui habitaient déjà les quatre villes saintes (Jérusalem, Hébron, Safed et Tibériade) avant le sionisme. Ils vivaient alors de l'aumône de la diaspora, la Halouka. Depuis des générations, ils sont les « gardiens de la cité », et conservent jalousement un mode de vie très fermé, nourri par une vision extrême de la Tora, refusant toute concession à la modernité et faisant de l'intolérance une vertu. L'arrivée du sionisme fut pour eux non seulement un blasphème, mais une profanation de la Terre sainte. Ils ne reconnaissent en rien l'idée d'un Etat moderne, encore moins un Etat juif et gardent la nostalgie de l'Empire turc. Même la très antisioniste Agoudat Israël ne trouva pas grâce à leurs yeux, dès lors qu'elle accepta pragmatiquement le fait établi de l'indépendance et se mit à jouer le jeu politique de la Knesset. Quant aux sionistes orthodoxes du Mizrahi, ce sont pour eux des hérétiques... Ces gens ont longtemps été confinés au quartier de Mea Shearim à Jérusalem, mais leur croissance démographique et les prix de l'immobilier les poussent à créer des quartiers ailleurs. Pour eux, il n'est pas question d'acheter un appartement individuel, ils ne peuvent vivre qu'en groupe organisé et visent donc à monopoliser des quartiers entiers pour y imposer leur mode de vie et leurs valeurs. A Beit Shemesh, l'école sioniste religieuse, « Orot », de l'enfant agressée se trouve dans un quartier peu à peu annexé par ces hassidim ; elle finira par être récupérée au profit de leur système éducatif à eux. La méthode est simple : on achète quelques appartements, voire une poignée d'immeubles ou même un quartier construit exprès, puis d'autres. Les autres habitants, orthodoxes modérés ou laïcs, deviennent vite minoritaires dans l'immeuble, puis dans le quartier, et leur vie devient impossible jusqu'à ce que, excédés, ils finissent par déménager. Ainsi, si vous prenez votre voiture shabbat, on vous crève les pneus, on vous insulte, on vous menace... Si vous êtes pratiquant, mais « moderne », on fera pression sur vous, on usera d'insultes, d'isolement, de vexations... ce fut le cas de cette petite fille et de sa famille « modern orthodox » à Beit Shemesh. Dans le même quartier, des enfants handicapés d'une famille traditionaliste font usage de fauteuils roulants électriques et sont régulièrement insultés le shabbat, bien qu'un rabbin ait autorisé l'usage de ces fauteuils, mais ce n'est pas au goût des plus radicaux. Ces enfants ne souhaitent qu'une chose : déménager. C'est ainsi que, peu à peu, des quartiers entiers et même des villes entières se transforment en ghettos ultra orthodoxes et gare à celui qui voudrait y changer quelque chose ou, pire encore, qui voudrait modifier son mode de vie personnel : il serait immédiatement chassé du quartier et exclu de tout son réseau familial et social.

Le reste du monde ultra-orthodoxe, sans tomber dans la même vulgarité agressive, applique la même politique de lente prise de contrôle de quartiers et de pression sur les individus. C'est dans le même esprit que l'on réclame des bus séparés. Dès lors qu'une ligne passe par un quartier religieux, et ils sont nombreux aujourd'hui à Jérusalem (les laïcs désertant peu à peu la ville), on considère que la ségrégation contre les femmes doit s'appliquer. Mais qui l'applique ? Les femmes orthodoxes elles-mêmes qui trouvent cela normal et vont tranquillement se mettre au fond du bus ou même entrent par la seule porte arrière. Les premières complices de cette ségrégation sont donc les femmes et les mères orthodoxes, convaincues que le salut de leur âme dépend de leur soumission et qui éduquent leurs nombreux enfants dans cette perspective. Penser autrement, proposer autre chose, sortir du rang, est très difficile et ne peut mener qu'à de violentes ruptures... autant donc s'abstenir de protester. C'est pourquoi lutter contre ce phénomène de ségrégation est extrêmement difficile puisqu'il est entretenu par les femmes elles-mêmes. Dans de telles conditions, la femme qui, seule,

résiste et veut rester à l'avant du bus ne peut que passer pour une provocatrice, une « dévergondée », une « non-juive » (ce sont les insultes récurrentes, avec « nazis » contre les policiers).

Tous les orthodoxes ne sont pas si radicaux et agressifs, la plupart sont au contraire très polis. « Les bonnes manières précèdent la Tora » (expression hassidique basée sur une idée du Midrash) et beaucoup se contenteront de se lever et partir si une femme vient s'asseoir à côté d'eux. Rares sont ceux qui ne feront rien. L'immense majorité trouve ces séparations normales et confortables, elle ne comprend pas en quoi cela devrait poser un problème. Ces femmes sont habituées à la suprématie masculine qui, pour elles, est dans l'ordre des choses, dans la nature du monde que Dieu a voulu.

Le monde orthodoxe déteste l'autocritique et la remise en question, aucun débat interne public n'a jamais lieu sur ce genre de questions. On ne viendra donc pas manifester contre son propre camp, même quand on désapprouve les débordements des extrémistes. « Shev velo taassé - assieds-toi et ne fais rien » est un adage rabbinique médiéval qui résume bien l'attitude générale des orthodoxes modérés face à leurs extrémistes. Dans cette histoire, la presse orthodoxe n'attaque pas l'extrémisme, au contraire elle rejette la balle dans l'autre camp et reproche sa brutalité à la police, la persécution des médias à leur égard et le complot des laïcs contre les représentants de la Tora... mais surtout, elle met en garde le Premier ministre contre une cassure de l'alliance traditionnelle depuis 1977 entre la droite laïque et l'orthodoxie. En clair : gare à ta coalition si tu poursuis tes critiques ! Netanyahu a très bien compris le message et a aussitôt modéré le ton.

Bien des haredim ne sont pas d'accord, mais comment le savoir, aucun moyen libre d'expression n'existe dans le monde haredi : Yokheved Horowitz est une femme haredi qui désapprouve la ségrégation dans le bus qu'elle doit prendre chaque jour et pour le faire savoir, elle a dû écrire à un journal laïc, car aucun journal religieux n'était prêt à publier une telle critique. Du coup, la voilà insultée et considérée comme « profanant publiquement le nom de Dieu », « provocatrice », « séculière »... Heureusement d'autres haredim modérés ont pris la peine de l'encourager discrètement, mais le fait est qu'elle est bien seule et expose sa famille aux vindictes d'un milieu qui déteste qu'on le critique en public...

Le problème déborde dans les rangs des religieux sionistes. On a vu des élèves officiers portant kipa quitter une cérémonie où chantait une chorale mixte, chose impensable il y a quelques années encore. Des élèves du Technion ont obtenu des heures séparées dans la salle de sport. Des filles voulant y entrer se sont fait refouler par une centaine d'étudiants sionistes religieux du même Technion. On est donc face à un phénomène sexiste de masse et un cercle vicieux qui ne saurait s'arrêter si facilement. Comment cette contagion des cercles sionistes est-elle possible ? Par la quête d'une pratique plus stricte chez beaucoup de jeunes et par l'idée trop souvent répandue que les religieux les plus authentiques demeurent les haredim.

La peur malade envers le monde séculier est ce qui, une fois de plus, ressortait des propos du chef de file du monde haredi lituanien, le rabbin Yossef Shalom Elyashiv : ce dernier Hannouka, il a publié dans Yeted Neeman, principal organe des haredim, une lettre interdisant de participer à tout programme de formation professionnelle ou de rapprochement avec le monde séculier (le gouvernement multiplie les programmes en ce sens en espérant réduire le fossé). Le rabbin Elyashiv sait en effet que chaque contact risque d'affaiblir la position de repli sur soi de son monde. Il a utilisé

la métaphore de la fiole d'huile pure, que la communauté haredi doit, à son avis, continuer à représenter à tout prix.

Dans un autre style, le rabbin Ovadia Yossef, maître à penser du parti Shass, a expliqué voici quelques jours, dans une décision de Halakha publiée dans le journal haredi « hamodia », qu'un médecin juif, même s'il a l'obligation théorique de soigner un non-juif le shabbat, doit néanmoins chercher un prétexte pour ne pas le faire ! Sa logique talmudique est imparable, mais l'éthique en prend un sacré coup !

On pourrait ainsi continuer sur des pages à étaler au grand jour les différents signes de la radicalité de ce judaïsme.

Et le judaïsme français ?

A priori, les problèmes ne sont pas les mêmes et le judaïsme français est autrement modéré. Vraiment ? Nous savons tous que l'ultra-orthodoxie a fait son apparition et, peu à peu, a pris de l'ampleur en France depuis les années 1970, à travers diverses tendances dont les Loubavitch, particulièrement actifs, sympathiques et joviaux, mais pas moins fondamentalistes pour autant. On chiffre les haredim à 25.000 en France aujourd'hui. D'abord isolés du reste de la communauté, ils ont peu à peu gagné en influence et ont pratiquement pris en main la vénérable institution du Consistoire traditionnellement très modérée et ouverte. Le Grand-rabbin actuel, Gilles Bernheim, a bien du mal à enrayer le phénomène et doit sans cesse donner des gages aux plus stricts. Récemment, le président du Consistoire, Joël Mergui, défendant une autre politique que celle du Grand-rabbin, a publiquement exprimé son souhait de « voir le judaïsme français s'aligner sur le monde haredi de Bné-Brak ». Au sein du séminaire rabbinique, cet alignement est quasiment la règle.

Il existe encore, fort heureusement, des communautés consistoriales ouvertes et cherchant à promouvoir un modèle juif pluriel, mais elles sont en position de résistance face à la pression fondamentaliste et sont souvent dépendantes de rabbins dans lesquels elles ne se reconnaissent pas.

Sur la question féminine qui nous intéresse ici, cela fait déjà bien longtemps que les chorales mixtes ont disparu des synagogues consistoriales et que, hormis de rares exceptions, les femmes, traditionnellement assises séparées des hommes par la seule allée centrale, ont été contraintes de se replier au balcon... J'ai entendu plus d'une fois la plainte de femmes âgées pour qui les escaliers sont pénibles et qui, venues discrètement s'asseoir à la synagogue, au dernier rang du rez-de-chaussée (là où sont les hommes) se sont fait évincer sans ménagement par de jeunes barbus convaincus de la justesse de leur position.

Un concert féminin (la chanteuse yiddish Talila) a même été annulé dans un centre communautaire consistorial de banlieue en 2010, sur pression du rabbin Messas (zal), lui-même sous influence de plus radicaux.

Une délégation de rabbins français (le Grand-rabbin Sitruck en tête) a eu l'outrecuidance voici quelques années de quitter une cérémonie mémorielle dans un camp de concentration parce qu'une chorale mixte commençait à chanter.

Dans ces mêmes synagogues, lors de la traditionnelle visite des élus locaux le jour de Kippour, on frise chaque fois l'incident diplomatique lorsque l'élu local est une femme. A Lille, Martine Aubry, maire et député, a même renoncé à cette visite vu qu'on l'envoyait au balcon et à mon avis elle a eu raison. Une élue parisienne m'a confié le souvenir humiliant qu'elle gardait d'une visite similaire dans la synagogue consistoriale de son quartier.

Ne parlons même pas des mains féminines non serrées et autres manières parfois humiliantes et déplacées qui sont devenues banales.

Il y a eu la bataille juridique de Jeanine Elkoubi pour permettre la candidature d'une femme au conseil d'administration et le geste courageux de Moïse Cohen en faveur d'élues femmes. Mais, aujourd'hui encore, la plupart des conseils d'administration consistoriaux ne comptent pas de femmes.

Certains rabbins orthodoxes refusent de participer au site de conférences juives en ligne Akadem (un des rares lieux communautaires pluralistes grâce aux convictions de ses dirigeants) parce que des femmes rabbins y interviennent.

Anecdote : j'ai participé récemment à une grande journée sur « judaïsme et féminisme » au Centre communautaire de Paris. Le public, nombreux, était essentiellement féminin et plutôt âgé, les religieux très rares. Comme si ces questions ne concernaient ni les hommes, ni les jeunes et surtout pas la religion ! Parmi les intervenants, j'étais le seul homme avec un philosophe juif de renom qui a décrété ne pas connaître la question posée et s'est embarqué sur autre chose. Certaines femmes déplorèrent le sexisme du rabinat, notamment en matière de divorce, mais sans envisager de promouvoir l'alternative d'un rabinat non-orthodoxe qui traite les femmes d'une tout autre manière et applique des solutions (clause avant mariage par exemple). On préfère rêver d'un changement au sein d'une institution orthodoxe qui n'en prend absolument pas le chemin que de chercher des alternatives sérieuses. La boucle est donc bouclée et cela m'a fait penser aux femmes battues qui ne veulent surtout pas quitter leur mari agresseur. C'est révélateur de la situation : le débat féministe est vieillissant, sociologique et ancré essentiellement hors du judaïsme religieux ; quand il touche au judaïsme, il est critique mais refuse de développer des alternatives sérieuses ; même un philosophe juif de premier ordre n'a rien à dire sur un sujet pourtant si riche.

Le judaïsme français est devenu pluriel et des mouvements modernistes (libéraux et massorti) se sont développés en contre-poids de la radicalisation consistoriale. Ils représentent la sensibilité d'une bonne partie des Juifs de France. Mais comment se fait-il que le Grand-rabbin de France ne puisse pas rencontrer ouvertement les courants modernes du judaïsme alors que le contact avec les radicaux ne pose aucun problème ? Comment se fait-il qu'un Grand-rabbin de France soit reçu à l'Élysée pour représenter officiellement le judaïsme (tout le judaïsme !) sans consulter et tenir compte de ses collègues non-orthodoxes ? Comment se fait-il que les émissions juives de la télévision publique (France 2) privilégient largement la voix fondamentaliste parmi les nombreuses personnes invitées mais que l'on y entende si peu celle des courants non orthodoxes ?

Dans le domaine de l'éducation juive, les écoles juives en France sont presque exclusivement des écoles religieuses orthodoxes et haredi (surtout Loubavitch). Même dans les écoles de tendance ouverte comme celles du réseau de l'Alliance, le discours haredi est régulièrement relayé, mais jamais les modernistes ne sont invités à exposer leur point de vue. Pourquoi aucun autre modèle

d'école juive, beaucoup plus ouvert et pluraliste, n'est-il pas mis en place systématiquement, notamment sous l'égide de l'Alliance israélite ? Ce n'est pas parce que le public n'en veut pas, au contraire, la demande est forte. C'est semble-t-il un manque de décision des instances dirigeantes qui détiennent les cordons de la bourse et qui n'ont toujours pas intégré l'idée de pluralisme juif... Il existe pourtant des initiatives comme Ganenou et l'EJM, mais elles restent isolées dans l'ensemble du réseau scolaire juif. L'EJM (école juive moderne, dans le 17^e arrondissement) est tenue à bout de bras par les mouvements modernistes, elle doit batailler dur pour se maintenir et fait même face à une ridicule levée de boucliers de la part de certains, alors que toutes les instances responsables devraient au contraire saluer cette initiative d'excellente qualité et lui apporter tout leur soutien, Grand-rabbin de France en tête ! En effet, on sait très bien que c'est un modèle porteur et quiconque, soucieux de l'avenir juif en France, ne peut que saluer et aider de telles initiatives, même s'il n'en partage pas la sensibilité ouverte.

Il est scandaleux que dans le judaïsme français (comme en Israël), les modérés doivent déployer d'énormes efforts, non seulement pour exister, mais pour se faire tout simplement entendre et respecter dans les diverses institutions communautaires.

Dans de telles conditions, comment s'étonner du nombre important de Juifs qui s'éloignent d'un tissu communautaire dans lequel ils ne sauraient se reconnaître et qui semble ne plus vouloir d'eux ?

Les dernières assises sur l'avenir de la communauté juive de France organisées par le CRIF ont fort bien mis le doigt sur le problème. Les études sociologiques, notamment celles du très sérieux Institut de Planification d'une Politique pour le Peuple Juif, montrent combien il est urgent d'offrir un modèle communautaire différent, autrement ouvert et pluraliste. Mais sur le terrain français, rien ne bouge ou presque.

Il ne suffit donc pas de blâmer les « fous de Dieu » de là-bas. Il faut oser remonter à la racine du problème, balayer devant sa porte et dénoncer le sexisme, l'obscurantisme, la bigoterie et le manque d'ouverture partout où ils se trouvent. La communauté juive de France n'est pas en reste et a de sérieux progrès à faire en matière de place de la femme, de pluralisme et de débats démocratiques dans le domaine religieux.²

Le problème n'est pas la Tora, mais sa grille de lecture :

Le plus triste dans la dérive ultra-orthodoxe actuelle, ce sont cette fermeture, ce sexisme, ce racisme, cette superstition et cette stupidité étalés au grand jour et qui donnent une image trompeuse de l'ensemble du judaïsme.

Assurément, la Tora a heureusement d'autres choses à nous dire que ces expressions de machistes pathologiques, ces prises de positions antidémocratiques et fondamentalistes ; la tradition juive a un autre spectacle à offrir que ces hassidim hurlant des insultes sur tout ce qui n'est pas comme eux, profanant la mémoire de la Shoah en traitant le moindre adversaire de « nazi » et en se faisant toujours passer pour des martyrs et des persécutés (la mise en scène ridicule et indécente des

² Sur les dérives fondamentalistes en France, voir l'analyse d'un livre révélateur <http://www.massorti.com/L-idolatrie-ou-la-question-de-la>

déguisements en déportés et des étoiles jaunes arborées durant leur manifestation du 31 décembre 2011 montre à quel point ils ont perdu tout sens de certaines réalités et, paradoxalement, de la pudeur). Le monde haredi lui-même compte suffisamment de personnalités remarquables et de valeurs juives de qualité pour nous offrir un autre spectacle.

Le Talmud est truffé d'autocritique et de débats contradictoires. Même la fameuse phrase sur la « voix impudique des femmes » n'est qu'une opinion personnelle dans un débat exclusivement masculin sur ce qui est érotique chez une femme (TB Brakhot 24a). Cette opinion n'est devenue une loi qu'au Moyen Age et même pas de façon absolue (le Rif ne la retient pas, le Shulkhan Aroukh limite le problème à la stricte récitation du Shema et dans le cas d'une voix féminine inhabituelle donc troublante). Ce n'est donc en rien une loi incontournable. Sur cette question, de nombreuses pages ont été écrites et diverses interprétations existent. Il serait donc simple de régler halakhiquement le problème, si les rabbins orthodoxes en avaient seulement la volonté.

Il n'est pas bien compliqué de trouver dans la Tora, le Talmud et les décisionnaires, la voix de la modération et de la faire ressortir ; nous le chantons chaque shabbat : « Ses chemins sont ceux de la paix et de la douceur » (Proverbes 3.7). Nous possédons un puits sans fond de sagesse, la tradition juive est d'une immense richesse et d'une variété étonnante, n'en déplaise à ceux qui voudraient en imposer une lecture de fermeture unidimensionnelle. Face à un judaïsme effrayant et stupide, il faut étudier, aimer la Tora qui n'est le monopole de personne et en montrer toutes les facettes.

Le discours haredi a sa légitimité et s'appuie sur des textes et une certaine vision de la tradition. Mais il reste avant tout le résultat d'un choix politique, celui de la fermeture. Ce choix n'a pas plus de légitimité textuelle que celui de l'ouverture, car les mêmes textes peuvent donner une tout autre image. Si on fait fonctionner a minima son esprit critique en remettant systématiquement les choses dans leur contexte historique, si on privilégie l'éthique avant toute chose, la tradition juive devient un formidable instrument de réflexion, un incroyable réservoir d'expériences, de pensées, d'inspirations, une sorte de disque dur de 3000 ans de vécu juif : un vrai trésor unique et irremplaçable. On est loin alors d'une règle carrée, gravée dans le marbre, un système dont toutes les références émanent d'une vision médiévale, comme si l'horloge du temps s'était arrêtée à cette époque (qui n'était d'ailleurs pas si fermée). Au contraire, on peut y trouver un éternel débat sur tous les sujets possibles avec des points de vue divergents et un sens aigu de la contradiction et de l'expression individuelle. Dans une telle perspective, la tradition juive ne devrait ni heurter le droit des femmes, ni la démocratie. Regardée dans son déploiement historique, la tradition juive ressemble à la société israélienne d'aujourd'hui : colorée, bigarrée, dynamique, inventive, ouverte, cosmopolite, avec ses défauts, ses excès et ses qualités, mais irremplaçable. C'est pourquoi voir la société israélienne risquer dans quelques décennies de se réduire comme le judaïsme haredi à un mauvais film en noir et blanc, donne des cauchemars.

On doit enfin réfléchir à la nature même de la loi juive : projet politique globalisant ou discipline personnelle ? S'il s'agit d'un projet politique absolu, nous en avons dressé le portrait inquiétant de totalitarisme en marche. Si c'est une question de démarche personnelle, alors chacun est libre de ses engagements dans le respect de tous et la discipline des Mitsvot et de l'étude sacrée peut tout à fait mener vers l'infini. Le problème de l'orthodoxie est de n'avoir jamais clarifié ce point et de cultiver les ambiguïtés et les dérives possibles.

En principe, la Tora appelle au respect d'autrui, à commencer par le respect des femmes. Dans une société comme la nôtre, ce respect mène à l'égalité des droits et non à la ségrégation, même si à l'époque talmudique, ce respect s'exprimait de façon plus patriarcale. Il n'est écrit nulle part que les femmes doivent être recluses, il s'agit donc avant tout d'une volonté rigoriste, une « réforme haredi » de plus. Par ailleurs, si l'on veut produire de l'exégèse permettant l'ouverture et l'amélioration de la condition féminine, l'expérience prouve que c'est possible dès lors que l'exégète en a la volonté, y compris dans les rangs orthodoxes (je renvoie aux travaux de Kolekh, association féministe orthodoxe). Des centaines et même des milliers de pages ont déjà été écrites sur tous ces sujets, montrant que le judaïsme n'a pas forcément un visage obscurantiste et n'est pas condamné au triste spectacle qu'il offre actuellement. La démonstration n'est donc plus à faire, faut-il encore avoir envie de l'écouter et le courage de l'appliquer.

Il faut rappeler la vision messianique de Zacharie (8.4-5), bien différente de celle des quartiers haredim : *Ainsi parle l'Eternel-Cebaot: "De nouveau, des vieux et des vieilles seront assis sur les places de Jérusalem, tous un bâton à la main à cause de leur grand âge. Et les places de la cité seront pleines de jeunes garçons et de jeunes filles qui s'y ébattront."*

Le rabbin Abraham Heschel définit bien ce que doit être un critère religieux valable : « *Si une pensée engendre l'orgueil, la séparation d'avec ceux qui souffrent, l'inconscience des dangers du mal, nous pouvons être sûrs qu'il s'agit là d'une déviation hors du chemin de Dieu. Une idée n'a pas de sens pour un homme, si elle n'est pas susceptible d'avoir un sens pour tous les hommes. Dieu qui a fait ce qui est en tout temps, éclaire l'homme de pensées qui doivent demeurer valables en tout temps. Seul le bien de tous les hommes est bien pour chacun d'eux. Nul n'est véritablement inspiré pour son propre compte. Celui qui est béni, est bénédiction pour autrui.* » (Dieu en quête de l'homme p.175)

Nos sages ont souvent averti du danger de la haine gratuite ayant provoqué la chute du deuxième Temple. La radicalisation actuelle ne peut rien apporter de bon au judaïsme et ne fait qu'exacerber des tensions destructrices. Mais, attention aux généralités et à la chasse aux sorcières, le débat doit rester un débat de fond, intelligent et respectueux. Tout haredi n'est pas forcément un fou de Dieu. Le monde haredi est complexe et dans le fond fragile, car sans cesse dans la crainte de perdre ses valeurs. Son besoin incessant de se justifier à tout prix, son incapacité à l'autocritique sont des défauts, mais aussi des marques de faiblesse. Tout en rejetant l'extrémisme, en combattant la bigoterie, en cherchant à faire avancer la cause des femmes au sein du judaïsme, y compris haredi, il ne faut jamais perdre le sens de « ahavat Israël - l'amour d'Israël » et la considération d'autrui. Tout en dénonçant certains travers idéologiques et politiques du monde haredi, il nous faut cultiver le dialogue avec les individus de bonne volonté, respectueux des autres, qui restent, on l'espère, une part encore importante d'une société ultra-orthodoxe à la dérive, qui pourtant aurait tant à apporter.

בְּחֻמָּה יִבְנֶה בַּיִת וּבְתִבּוֹנָה יִתְכַוֵּן (משלי פרק כד ג)

Yeshaya Dalsace

Rabbin affilié au courant massorti.

Janvier 2012